

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 8–12 juin 2009

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2009/9-A
6 mai 2009
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS MADAGASCAR 10340.0 (2005-2009)

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires fournis par le PAM	17 322 328	10 381 867	27 704 195
Coût total pour le PAM	37 164 048	22 133 362	59 297 410

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

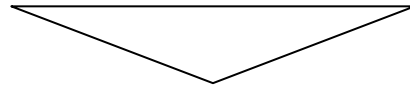
Attaché de liaison principal, OMJ: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)



PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 22,1 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Madagascar 10340.0 (2005–2009), afin de prolonger le programme de deux ans, du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2011.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGETAIRE

1. Une révision budgétaire du programme de pays Madagascar10340.0 est proposée pour:
 - i) prolonger le programme de pays de deux ans, du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2011;
 - ii) fournir 25 741 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, d'une valeur de 10,4 millions de dollars;
 - iii) couvrir les coûts associés supplémentaires – transport externe; transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM); coûts d'appui indirects (CAI); autres coûts opérationnels directs (Autres COD); et coûts d'appui directs (CAD) – pour un montant de 10,3 millions de dollars; et
 - iv) couvrir les CAI supplémentaires, soit un montant de 1,4 million de dollars.
2. La présente révision budgétaire est proposée pour aligner le programme de pays Madagascar sur le nouveau cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). Elle tient également compte de l'augmentation des contributions financières du Gouvernement malgache aux programmes d'alimentation scolaire. Elle devrait permettre au PAM de renforcer ses interventions nutritionnelles et de recentrer ses activités visant à prévenir les catastrophes et à en atténuer les effets.

JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGETAIRE

Résumé des activités

3. Madagascar est classée parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier. En 2008, elle se situait au 143^e rang sur 177 pays selon l'indicateur du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)¹. Sur ses 19,9 millions d'habitants², 70 pour cent vivent en deçà du seuil de pauvreté. Le taux de pauvreté est particulièrement élevé – 72 pour cent dans les zones rurales, où vivent les trois quarts de la population, et 50 pour cent dans les zones urbaines – en raison de différents facteurs, parmi lesquels l'accès limité aux marchés, la pauvreté des sols et la faible productivité, la grave dégradation de l'environnement due à la déforestation, la mauvaise gestion des terres, ainsi que le recours à des stratégies de survie néfastes³.

¹ PNUD. *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008*. New York; mise à jour statistique 2008 – Classements IDH. (<http://hdr.undp.org/fr/statistiques/>).

² Ministère de l'intérieur. Statistiques de 2006.

³ Direction générale de la météorologie. 2008. *Le changement climatique à Madagascar*. Climate Systems Analysis Group. Le Cap, Université du Cap; Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement de la Banque mondiale. 2007. *Intégration systématique de la réduction des catastrophes pour la réduction de la pauvreté*. Rapport de cadrage. Antananarivo; CARE, ADRA, CRS et Land O' Lakes. Multi-Year Assistance Program Proposal "Strengthening and Accessing Livelihoods Opportunities for Household Impact (Programme SALOHI)".



4. La proportion de la population exposée à l'insécurité alimentaire chronique s'élève à 8 pour cent. La moitié de la population est touchée par l'insécurité alimentaire transitoire, en particulier pendant les périodes de soudure⁴. Le pays est sujet aux cyclones, aux inondations et aux sécheresses, ce qui aggrave la vulnérabilité des ménages. Quelque 45 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent des retards de croissance et 42 pour cent, une insuffisance pondérale, deux signes indicateurs de dénutrition chronique. On observe des carences en vitamine A chez 42 pour cent des enfants et une anémie ferriprive chez 68 pour cent des enfants de moins de 5 ans, 66 pour cent des enfants de 6 et 14 ans, et 46 pour cent des femmes enceintes⁵.
5. Le taux net de scolarisation dans le primaire atteignait 85 pour cent en 2006, mais d'autres indicateurs, tels que l'achèvement de la scolarité et le redoublement, étaient préoccupants (53 pour cent et 21 pour cent respectivement)⁶. Les disparités régionales sont importantes: dans les districts du sud du pays, le taux de scolarisation était de 70 pour cent en 2006⁷, mais la moyenne pondérée de l'achèvement de la scolarité était de 17,6 pour cent⁸ et le taux de redoublement de 23,9 pour cent. La pauvreté et l'insécurité alimentaire saisonnière sont les principales causes des mauvais résultats scolaires: on estime que la sous-alimentation augmente l'absentéisme scolaire dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire, en particulier pendant la période de soudure. Les enfants, qui manquent déjà d'énergie, sont en effet contraints de travailler ou de rester à la maison pour éviter de faire de longs trajets à pied jusqu'à l'école⁹.
6. La tuberculose¹⁰, dont la prévalence est de 415/100 000 par an¹¹, représente un grave problème de santé publique, alors que la prévalence du VIH demeure relativement faible: 0,14 pour cent¹².
7. Le programme de pays 10340.0 a été approuvé par le Conseil d'administration en 2004¹³ pour une période initiale de cinq ans, principalement dans le but d'appuyer la stratégie pour la réduction de la pauvreté adoptée par le Gouvernement en 2003 et l'action menée dans le cadre du PNUAD. Le programme de pays contribue à la réalisation des Objectifs 2 et 4 du Plan stratégique du PAM (2008–2011).
8. Le programme de pays s'articule autour de trois composantes: 1) appui à l'éducation de base; 2) réduction de l'insécurité alimentaire par des mesures visant à atténuer les effets des catastrophes naturelles et à améliorer la protection de l'environnement; et 3) appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida. L'ensemble des activités du programme ciblent les régions arides du sud et du sud-est, les plus touchées par l'insécurité alimentaire et régulièrement frappées par les sécheresses et les inondations¹⁴.

⁴ FAO et Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. 2005. Plan d'action national pour la sécurité alimentaire. Antananarivo.

⁵ Étude conjointe du Gouvernement et des donateurs relative au secteur de la santé et de la nutrition. Novembre 2008. Ministère de la Santé. Antananarivo.

⁶ Banque mondiale. 2008. Rapport d'approbation concernant l'initiative "Éducation pour tous". Antananarivo.

⁷ Banque mondiale. 2009. *Measuring the Impact of School Feeding at Varying Durations*. Note conceptuelle. Antananarivo.

⁸ Rwehera, M. 2007. Éléments d'une stratégie nationale d'alimentation/de nutrition scolaire à Madagascar. Ministère de l'éducation. Antananarivo.

⁹ Ministère de l'éducation. Annuaire statistique 2005/2006..Antananarivo.

¹⁰ Y compris la tuberculose pulmonaire (à frottis positif et négatif) et extrapulmonaire.

¹¹ Proposition du Ministère de la santé pour la Série 8 du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, juin 2008.

¹² Ministère de la santé, OMS, UNICEF et ONUSIDA. 2008. *Epidemiological Fact Sheet on HIV and AIDS: Core Data on Epidemiology and Response: 2008 Update*. Genève.

¹³ WFP/EB.3/2004/7/1.

¹⁴ PAM. 2005. *Madagascar Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA)*. Antananarivo.



9. En ce qui concerne l'appui à l'éducation de base, le PAM soutient la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire prévoyant la distribution de repas cuisinés aux élèves et aux travailleurs communautaires qui participent à la préparation des repas durant les 175 jours de l'année scolaire. Ce filet de sécurité réduit la faim immédiate et contribue à améliorer le taux d'assiduité et d'achèvement des études. Grâce aux contributions financières du Gouvernement, qui se sont élevées à 3,9 millions de dollars, le nombre de bénéficiaires de cette activité est passé de 70 000 élèves dans 272 écoles à 150 000 dans 880 écoles en 2008. L'appui du Gouvernement restera probablement au même niveau tout au long de la période 2010-2011.
10. Le deuxième objectif du programme de pays est de renforcer les capacités des populations les plus vulnérables de faire face aux catastrophes naturelles et aux chocs saisonniers qui les exposent à l'insécurité alimentaire. L'aide alimentaire est utilisée pour inciter les populations à se constituer des avoirs et à acquérir des compétences. Des rations alimentaires sont fournies aux familles en échange de cinq heures de travail par jour. Les rations alimentaires familiales, composées généralement de céréales et de légumes secs, sont adaptées aux habitudes alimentaires des différentes régions: le maïs est davantage consommé dans le sud, tandis que le riz est l'aliment de prédilection dans d'autres régions. En moyenne, 16 000 ménages par an bénéficient de cette aide alimentaire.
11. La troisième composante du programme vise à lutter contre la malnutrition. Une supplémentation alimentaire est distribuée aux enfants et aux femmes enceintes et mères allaitantes sous-alimentés, en collaboration avec des organisations non gouvernementales (ONG) locales, le Ministère de la santé et l'Office national de nutrition (ONN). Une aide est également fournie aux orphelins et autres enfants vulnérables, aux personnes vivant avec le VIH et aux patients tuberculeux qui fréquentent les centres de soins.

Conclusions et recommandations issues des réévaluations

12. En novembre 2006, le Gouvernement a adopté sa deuxième stratégie pour la croissance et pour la réduction de la pauvreté et l'a intitulée "Plan d'action pour Madagascar". Ce plan quinquennal, élaboré au terme d'un processus consultatif, s'est appuyé sur un document de politique générale établi par le Gouvernement sous le titre "Madagascar Naturellement"¹⁵. Le Plan d'action pour Madagascar comprend huit engagements¹⁶, assortis de mesures connexes qui devraient encourager une croissance rapide, réduire la pauvreté et permettre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pertinents.
13. Conformément à la réforme des Nations Unies et aux principes d'appropriation, d'alignement et d'harmonisation de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, l'Équipe de pays des Nations Unies et le Gouvernement ont entamé un examen consultatif pour harmoniser l'aide fournie par les organismes des Nations Unies avec le Plan d'action pour Madagascar. Cet examen a débouché sur un nouveau PNUAD pour 2007–2011, qui devrait être suivi par un réaligement des programmes des organismes des Nations Unies.

¹⁵ Plan d'action pour Madagascar. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.map.gov.mg/?version=fr>.

¹⁶ Les huit engagements du Plan d'action pour Madagascar sont: i) Gouvernance responsable; ii) Infrastructures reliées; iii) Transformation de l'éducation; iv) Développement rural; v) Santé, planning familial et lutte contre le VIH/sida; vi) Économie à forte croissance; vii) Prendre soin de l'environnement; et viii) Solidarité nationale.



14. Les activités du PAM correspondent aux domaines prioritaires d'intervention du PNUAD¹⁷ et sont en accord avec les trois premiers engagements du Plan d'action pour Madagascar: i) offrir un enseignement primaire de qualité; ii) améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire; et iii) améliorer les services de base fournis aux populations pauvres et vulnérables. Il a donc été convenu que la meilleure façon d'aligner les activités du PAM serait de prolonger le programme de pays Madagascar 10340.0 en 2010 et 2011, afin de le faire coïncider avec le nouveau cycle du PNUAD et le Plan d'action pour Madagascar.
15. Une équipe du Siège s'est rendue dans le pays en janvier 2009 afin de vérifier la pertinence des activités du programme¹⁸ et a recommandé de réduire le nombre de projets Vivres pour la création d'avoires (VCA) et de partenariats associés dans le cadre de la Composante 2, de manière à améliorer la qualité et l'impact des activités et à assurer une meilleure complémentarité entre les activités du programme de pays et de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) devant démarrer en juillet 2009. Les projets VCA appuieront la création de zones modèles dans lesquelles on s'efforcera d'atténuer les effets des catastrophes en réhabilitant l'environnement et en renforçant les capacités des communautés, afin d'ouvrir la voie aux initiatives majeures du PNUAD en faveur de la sécurité alimentaire. Les régions couvertes par les activités VCA ainsi que les quantités de produits alimentaires seront réduites de manière à s'adapter à la capacité d'absorption actuelle des partenaires. En revanche, les activités se focaliseront davantage sur la prévention dans le cadre de la Composante 3 (lutte contre la malnutrition), ce qui nécessitera une amélioration de la qualité des vivres distribués.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

16. Cette prolongation de deux ans facilitera l'harmonisation du programme de pays avec le nouveau cycle du PNUAD et contribuera à la réalisation des effets directs escomptés par le PNUAD¹⁹ et des objectifs de développement du Gouvernement. Le PAM occupera ainsi la place de partenaire principal dans le cadre du prochain cycle du PNUAD, lequel mettra à profit l'expérience du terrain. Une évaluation approfondie du programme de pays est prévue pour 2010 ou 2011.
17. Les programmes d'alimentation scolaire seront également prolongés au cours des deux années à venir et leur rôle en tant que filet de sécurité sera renforcé par différentes mesures: augmentation du nombre de bénéficiaires, amélioration de la valeur nutritionnelle des rations et plus grande efficacité des partenariats avec le Gouvernement. En coopération avec le Ministère de l'éducation, le PAM ciblera 276 000 bénéficiaires en moyenne chaque année de manière à couvrir l'ensemble des écoles des cinq districts prioritaires²⁰. L'alimentation scolaire appuiera la mise en place du programme de réforme de l'enseignement élaboré par le Gouvernement, qui prévoit un allongement graduel de la durée de l'éducation primaire de cinq à sept ans, ainsi qu'une étude d'impact sur deux ans qui éclairera le prochain plan triennal au niveau national. En prévision du transfert des responsabilités, aucun aliment composé n'entrera dans l'assortiment de l'alimentation scolaire, étant donné qu'ils ne peuvent être produits localement. Un essai pilote visant à

¹⁷ Les secteurs prioritaires du PNUAD sont: i) Gouvernance et solidarité nationale; ii) Infrastructures reliées et économie à forte croissance; iii) Transformation de l'éducation; iv) Santé, planning familial et lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST), le VIH et le sida; et v) Développement rural et environnement.

¹⁸ Carucci, V. et Ronchini, S. 2009. *Programme Review and Formulation Support Mission – Madagascar PRRO and Country Programme*. Rome. PAM (OMXD).

¹⁹ La Composante 2 est liée au PNUAD, effet direct 1.5, Composante 1 est liée aux effets directs 3.2, 3.3 et 5.7.

²⁰ Rwehera, M. 2007. *Éléments d'une stratégie nationale d'alimentation/de nutrition scolaire à Madagascar*. Antananarivo; Ministère de l'éducation. 2008. *Enquête de base sur les écoles sans cantines scolaires dans les cinq circonscriptions scolaires de la région d'Androy et du Sud-Ouest*. Antananarivo.



enrichir les rations en micronutriments sera néanmoins lancé. Les filles ne recevront plus de rations familiales à emporter car il n'a été observé aucune inégalité entre les filles et les garçons dans les zones ciblées²¹.

18. L'alimentation scolaire sert les objectifs de l'enseignement universel (dans le cadre de l'initiative "Éducation pour tous") contenus dans le Plan d'action pour Madagascar (2007-2011) et fait partie du programme de travail et du budget en faveur de l'Éducation pour tous pour 2009–2011²². Cette activité sert également les objectifs de la stratégie du PNUAD, qui vise à dispenser aux populations les plus vulnérables une éducation solide et équitable.
19. Les activités VCA menées au titre de la Composante 2 contribueront à atténuer les effets des catastrophes et à réduire la vulnérabilité des populations en privilégiant les domaines d'action prioritaires²³, ce qui permettra de réduire le nombre de personnes ciblées de 82 500 à 40 000 par an, soit 80 000 personnes au total pendant la période 2010-2011. L'objectif est d'accroître l'efficacité des activités VCA dans le sud et de renforcer les accords de partenariat. Les partenaires seront choisis en fonction de leur efficacité sur le terrain, de leurs capacités techniques et d'autres avantages comparatifs. Les mesures visant à renforcer les activités menées au titre de la Composante 2 consisteront à améliorer la planification et le suivi-évaluation. Comme l'a recommandé la mission de janvier 2009, une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité est prévue pour 2010.
20. Sur la base de l'évaluation de la situation de la sécurité alimentaire à Madagascar à la mi-2009²⁴, le Ministère de la santé luttera contre la malnutrition en adoptant des mesures préventives: i) distribution générale de suppléments alimentaires aux enfants de 6 à 24 mois et aux femmes enceintes et mères allaitantes dans les communautés exposées à une grave insécurité alimentaire pendant les saisons de soudure; et ii) distribution ciblée de suppléments alimentaires aux enfants de 6 à 59 mois et aux femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition modérée (mesure du périmètre brachial) dans les zones où le taux de malnutrition aiguë globale dépasse les 10 pour cent. Le PAM appuiera la distribution générale de suppléments alimentaires dans le cadre de son programme de pays et la distribution ciblée de suppléments alimentaires dans le cadre de son IPSR. Les distributions générales de suppléments alimentaires seront menées en suivant une approche communautaire, en collaboration avec le Programme national de la nutrition communautaire (PNNC), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). Cette approche devrait permettre d'optimiser l'utilisation des ressources du PAM et d'étendre la couverture des services de

²¹ Les rapports mensuels indiquent les ratios hommes/femmes suivants: filles: 54,1 pour cent/garçons: 45,9 pour cent. Rapports de suivi du PAM. 2008. Antananarivo.

²² Tout comme en 2008, le Gouvernement souhaite transférer au PAM les ressources de l'initiative Éducation pour tous affectées au programme d'alimentation scolaire. En 2007/2008, les contributions du Gouvernement à la Composante 1 du programme de pays 10340.0 se sont élevées à 3,9 millions de dollars. Le Plan triennal en faveur de l'éducation pour tous (2009–2011) élaboré par le Gouvernement a établi une provision de 15 millions de dollars pour assurer la continuité de l'alimentation scolaire, et des augmentations sont prévues pour 2010-2011.

²³ Il est prévu de créer des zones modèles qui serviront de base à la création de forums et de partenariats pour le PNUAD.

²⁴ OMS/Gouvernement malgache. 2008. *The Madagascar Assessment. Landscape analysis of countries' readiness to accelerate the action to reduce maternal and child undernutrition*. Antananarivo.



santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI), d'assurer un suivi plus efficace par l'intermédiaire des antennes du PNNC et par conséquent, d'obtenir de meilleurs résultats²⁵.

21. L'appui nutritionnel aux patients atteints de la tuberculose se poursuivra, car il s'est avéré très efficace. Le taux d'abandon du traitement dans les centres bénéficiant de l'assistance du PAM est compris entre 0 et 1,2 pour cent, contre 11 pour cent au niveau national. Le Gouvernement a donc demandé des ressources additionnelles au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme²⁶ pour lui permettre d'accroître l'aide alimentaire fournie aux centres de traitement antituberculeux. En ce qui concerne les personnes vivant avec le VIH, le PAM abandonnera l'aide alimentaire directe au profit d'un appui technique, étant donné la faible prévalence du VIH à Madagascar. Cet appui technique sera fourni conformément au protocole national de la nutrition pour les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose. Il se focalisera sur l'intégration de la nutrition dans les services de santé publique et sur une meilleure appropriation nationale de la composante nutritionnelle dans les activités de lutte contre la tuberculose et le VIH. L'ensemble des interventions nutritionnelles relevant de la Composante 3, qui ciblent 120 000 bénéficiaires pendant la période 2010-2011, servent les objectifs du Plan d'action pour Madagascar concernant la santé, le planning familial, la lutte contre le VIH/sida, ainsi que l'objectif du PNUAD consistant à faciliter l'accès des populations aux soins de santé.
22. La reformulation de l'activité menée en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables souligne l'importance croissante accordée à la protection de l'enfant, notamment l'accès à l'éducation. La scolarisation et la fréquentation scolaire des orphelins et autres enfants vulnérables²⁷ demeurent problématiques: en dépit de l'éducation universelle, 25 pour cent des enfants – des orphelins et autres enfants vulnérables pour la plupart – n'ont pas d'acte de naissance et ne peuvent, de ce fait, être inscrits à l'école. En conséquence, le travail des enfants est une réalité qui touche jusqu'à 32 pour cent des enfants âgés entre 5 et 14 ans²⁷, tandis que les mariages précoces touchent 39 pour cent des femmes²⁸. Comme indiqué dans le document de novembre 2008 sur la situation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence en milieu urbain²⁹, les ménages dirigés par des femmes ayant trois enfants ou plus risquent davantage d'être exposés à une grave insécurité alimentaire. Les centres bénéficiant de l'aide du PAM facilitent l'enregistrement des naissances, ce qui favorise la scolarisation des orphelins et autres enfants vulnérables et leur intégration à la vie communautaire. Compte tenu de la demande accrue pour des programmes de protection sociale, tel que souligné dans la dernière évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, les activités en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables continueront d'être menées au titre de la Composante 1.

²⁵ Fedele, S. 2007. *Technical Review of Nutrition Situation and Trends in WFP Intervention Areas*.

Antananarivo. Voir aussi: Royal Tropical Institute et PAM. *Thematic Review of Food Aid for Nutrition: Mother and Child Nutrition (MCN) Interventions*. Avant-projet d'étude de cas. Rome.

²⁶ Un financement de 26 millions de dollars a été approuvé dans le cadre de la Série 8, comprenant une enveloppe de soins et de soutien destinée à 3 000 patients par an, ce qui représente 2,5 dollars par enveloppe, déterminé en consultation avec le PAM.

²⁷ UNICEF. 2008. *La situation des enfants dans le monde*. New York.

²⁸ Gouvernement malgache. 2004. Enquête démographique et sanitaire, 2003–2004. Antananarivo. L'enquête de 2008 sera publiée en 2009.

²⁹ Gouvernement malgache, Bureau national de gestion des risques et des catastrophes, ONN et PAM. 2008. Madagascar – situation de la sécurité alimentaire en milieu urbain: analyse des besoins. Antananarivo.



TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ									
	Bénéficiaires								
	Actuels*			Supplémentaires			Total		
	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
1. Appui à l'éducation de base	126 992	153 939	280 931	92 578	99 640	192 218	219 570	253 579	473 149
2. Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement	185 625	226 875	412 500	36 000	44 000	80 000	221 625	270 875	492 500
3. Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida	89 799	97 282	187 081	57 600	62 400	120 000	147 399	159 682	307 081
Total	402 416	478 096	880 512	186 178	206 040	392 218	588 594	684 136	1 272 730

* Correspond au nombre cumulé de bénéficiaires, 2005–2009.

BESOINS ALIMENTAIRES

23. La présente révision budgétaire prévoit la fourniture de 25 741 tonnes supplémentaires de produits alimentaires, pour une valeur de 10,4 millions de dollars, comme indiqué dans le tableau 2.

TABLEAU 2: BESOINS ALIMENTAIRES, PAR ACTIVITE (en tonnes)			
	Actuels	Supplémentaires	Total
1. Appui à l'éducation de base	17 164	13 580	30 744
2. Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement	21 106	5 616	26 722
3. Appui à la lutte contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/sida	9 627	6 545	16 171
Total	47 897	25 741	73 637

24. Les modalités de distribution alimentaire ne devraient pas changer. Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire, le PAM continuera de travailler avec les autorités de district du système éducatif et les associations de parents d'élèves, qui sont chargées de la préparation et de la distribution des repas à l'école. L'assortiment alimentaire, réexaminé par le PAM et le Ministère de l'éducation en 2007³⁰, sera conservé mais on veillera à ajouter aux rations des micronutriments sous forme de poudre.

³⁰ Les modifications des rations distribuées dans le cadre du programme d'alimentation scolaire ont été validées par le Ministère de l'éducation en 2007 et sont mentionnées dans la révision budgétaire du 5 mai 2008.



25. Les activités VCA destinées à atténuer les effets des catastrophes et à améliorer la nutrition seront exécutées par des ONG partenaires, en coordination avec leurs homologues gouvernementaux. Les rations journalières (taille et composition) par bénéficiaire demeureront inchangées pour toutes les activités décrites dans la présente révision budgétaire. Les rations utilisées pour les interventions nutritionnelles, qui ont été modifiées dans la deuxième révision budgétaire, sont conformes au protocole national adopté en décembre 2007³¹.

TABLEAU 3: RATIONS ALIMENTAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITE (en grammes)

Ration journalière	Riz	Maïs	Légumes secs	Huile vég.	Biscuit à haute teneur énerg.	Mélange maïs-soja	Total	Kcal	% Kcal protéique	% Kcal matières grasses
Composante 1 Appui à l'éducation de base (enseignement scolaire) [*]	115	0	30	10	0	0	155	603	9,3	16,3
Composante 1 Appui à l'éducation de base (enseignement extrascolaire pour les orphelins et autres enfants vulnérables) ^{**}	200	0	50	30	0	100	380	1 553	10,8	21,8
Composante 2 Atténuation des effets des catastrophes naturelles et protection de l'environnement (ration familiale) ^{***}	0	2 400	300	0	0	0	2 700			
Composante 3 Prévention de la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes et mères allaitantes	0	0	0	25	0	200	225	1 021	14,1	32,6
Composante 3 Appui à la lutte contre la tuberculose	200	0	50	30	0	100	380	1 553	10,8	21,8

* Ration pour une demi-journée (5 heures) scolaire, cinq jours par semaine.

** Ration pour deux repas légers et une collation composée d'un mélange maïs-soja, puisque la plupart de ces enfants passent leur temps dans des centres éducatifs.

*** Pour une famille de cinq personnes

³¹ Les rations prévues pour la Composante 3 ont été modifiées dans la deuxième révision budgétaire, en octobre 2006.



ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Riz	12 411	374	4 641 714
– Maïs	4 992	297	1 482 624
– Légumes secs	3 837	412	1 580 844
– Huile végétale	1 461	825	1 205 325
– Mélange maïs-soja	3 040	484	1 471 360
Total, produits alimentaires	25 741		10 381 867
Transport extérieur			2 184 477
Transport terrestre			0
Transport intérieur, entreposage et manutention (TIEM)			4 773 316
Total Transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM)			4 773 316
Autres coûts opérationnels directs			659 105
A. Total, coûts opérationnels directs			7 616 898
B. Coûts d'appui directs (CAD) (voir annexe I-B)²			2 686 621
C. Coûts d'appui indirects (CAI) (7,0 pour cent)³			1 447 977
COÛT TOTAL POUR LE PAM			22 133 362

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	544 440
Administrateurs recrutés au plan national	82 800
Personnel des services généraux recruté au plan national	619 200
Personnel temporaire	9 568
Heures supplémentaires	6 600
Consultants internationaux	144 000
Consultants nationaux	2 500
Volontaires des Nations Unies	336 000
Voyages officiels du personnel	398 878
Total partiel	2 143 986
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	58 057
Charges (électricité, etc.)	19 205
Fournitures de bureau	9 934
Technologies de l'information et des communications	73 191
Assurances	51 200
Réparation et entretien du matériel	29 801
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	124 172
Autres dépenses de bureau	14 305
Prestations des organisations des Nations Unies	58 057
Total partiel	400 797
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	11 4994
Véhicules	19 330
Équipement (télécommunications et informatique)	7 513
Total partiel	141 837
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	2 686 621



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
IST	infections sexuellement transmissibles
ONG	organisation non gouvernementale
ONN	Office national de nutrition
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PNNC	Programme national de la nutrition communautaire
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SNMI	Services de santé et de nutrition maternelles et infantiles
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoins